



Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS): La 29^e bougie célébrée à travers des dons de matériel médical. P.5

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°84 du mercredi 13 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- Jobs Campus. P.8
- Communiqués. P.6

Education

Le Baccalauréat session de 2016 a livré son verdict final 38,30% de taux de succès dans la région du nord

Région du Nord



Le 21 juin dernier, ils étaient 4094 candidats présents, soit 2973 garçons et 1121 filles, dans la Région du Nord, à se lancer à la conquête du premier diplôme universitaire, le baccalauréat, dans les séries A4, A5, C, D, G1 et G2. Un coup d'œil sur les statistiques disponibles à la Direction Régionale en charge de l'enseignement secondaire de la région permet de se rendre compte que la série D, à elle seule, a concentré plus de la moitié des candidats, soit 2276 sur un total de 4094 inscrits présents.

Elle est suivie, dans l'ordre d'importance des candidats, par les séries A4 et A5 qui totalisaient ensemble 1707 présents. Les parents pauvres des séries en lice, pour cette session du baccalauréat, dans la Région du Nord sont les séries G1 et G2 qui totalisent ensemble 103 inscrits présents et la série C qui referme la marche avec un total de 08 candidats.

Avec les résultats du second tour proclamés ce jeudi 07 juillet en milieu de journée, la Région du Nord connaît désormais sa performance au baccalauréat 2016. Des résultats, dans l'ensemble satisfaisants au regard du taux régional qui est bien au-dessus de celui enregistré, au mois de juin dernier, avec le Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC).

Suite page 2.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.

SERIE	TOTAL ADMIS			% ADMIS		
	GARÇON S	FILLE S	TOTA L	GARÇON S	FILLES	TOTAL
A4, A5	397	216	613	36,29	35,24	35,91
D	734	175	909	40,35	38,29	39,94
C	5	0	5	32,50	0,00	62,50
G1, G2	23	18	41	44,23	35,29	39,81
Total	1159	409	1568	38,98	36,49	38,30

Tableau indicatif du nombre et du pourcentage d'admis par série et par sexe.

Source : DR/MESS/Nord

A l'issu du premier et du second tour, sur les 4094 candidats présents, ils sont 1568, soit 1159 garçons et 409 filles, à décrocher le précieux sésame qui leur ouvre, de facto, les portes de l'enseignement supérieur. Cette performance permet à la Région du Nord d'être créditée d'un taux régional de succès de 38,30% au baccalauréat 2016.

Ce taux régional de succès cache, cependant, les disparités qui varient d'un jury à un autre. A titre d'illustration, le jury 239, logé au Lycée Provincial du Zondoma, enregistre le plus fort taux d'admission au niveau de la région avec 54,9% pour les séries A4 et D prise individuellement. S'agissant du plus faible taux de succès, pour cette session 2016, il a été enregistré au

jury 250 (série A4 uniquement) logé au Lycée Municipal de Yako.

Le tableau ci-dessus donne la situation détaillée du nombre et du pourcentage d'admis par série au niveau de la région.

A travers ces résultats, l'on peut évidemment se faire une idée du nombre mais aussi du taux de candidats ajournés. A ce niveau, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En effet, pour cette session normale du baccalauréat, la Région du Nord totalise 2526 candidats ajournés, soit 1814 garçons et 712 filles, ce qui correspond à un taux régional d'ajournés de 61,70%.

La proclamation des résultats du second tour du baccalauréat 2016 consacre, du même coup, la fin de

l'année scolaire 2015-2016 au niveau de la région. L'heure est maintenant aux vacances scolaires qui vont certainement vibrer au rythme des «arrosages», bien entendu pour les heureux élus de cette session 2016 du baccalauréat. Quant aux ajournés, cette période devrait, plutôt, servir de moment d'introspection afin que l'année scolaire prochaine soit bien meilleure à celle qui s'achève.

NB : Il sied de signaler que sur les 4257 candidats inscrits au baccalauréat 2016 au niveau de la région, 163 n'ont pas répondu à l'appel, ce qui équivaut à un taux d'absence de 3,82%.

Steven Issouf Barro pour SCI

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Passation de Charges à la Direction Provinciale de l'Education Nationale de la Sissili

Région du Centre-Ouest



Le Haut-commissaire au milieu, à gauche le DPENA entrant et à droite le DPENA sortant.

Après deux (2) années passées à la direction de la DPENA de la Sissili, ce mardi 12 juillet 2016 dans la salle de réunion du Haut-commissariat de la province de la Sissili, Monsieur Issiaka SAWADOGO DPENA(Directeur

Provincial de l'Enseignement National) passe le témoin à Monsieur Idrissa NIGNAN. Le Haut-commissaire de la province de la Sissili a présidé cette cérémonie en présence des officielles et du corps enseignant. Bonne

mission au DPENA entrant, lui qui est déjà avisé des chantiers qui l'attendent dans la province.

Ibine Victor Nagnon pour SCI



Conseil pratique de la Gendarmerie Nationale: les cas suspects dans votre environnement à déclarer

1er cas suspect

□ : un individu que vous n'avez jamais vu dans votre environnement et qui semble vouloir être discret, est suspect...

Demandez lui ce qu'il veut ou vérifiez avec au moins un de vos voisins pour vous rassurer qu'il est connu par au moins une personne.

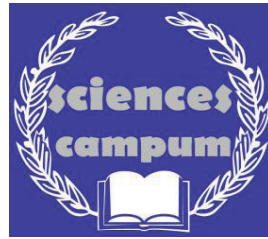
Si vous ne pouvez vérifier, identifiez son moyen de déplacement (marque ,plaque d'immatriculation...) et observez le. Est- il seul ? Connaissez vous au moins un de ses accompagnants? Retenez leurs caractéristiques physiques.

Si vous constatez qu'il est armé, alertez la Police ou la Gendarmerie. (numéros d'urgence: le 16, le 17 et le 1010 plus les numéros des brigades et des Commissariats les plus proches).

GN-Burkina Faso/Communication de la GN avec la population



Annonces



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)

La 29^e bougie célébrée à travers des dons de matériel médical

Région des Hauts-Bassins



Dons de l'OOAS.

Placée sous le thème « Intégration régionale et sécurité sanitaire : rôle du centre régional de surveillance et contrôle des maladies », la célébration du 29^e anniversaire de l'OOAS a été marquée le samedi 09 juillet 2016, par un don important de matériel médical aux centres de santé de Bobo-Dioulasso. L'organisation a ainsi offert plus de 7 millions de francs CFA de consommables médicaux pour le bien-être des populations de la région.

Débutée par un cross, la journée commémorative du 29^e anniversaire de l'OOAS s'est poursuivie par une visite aux responsables du centre universitaire Sourou Sanou (CHUSS) de Bobo-Dioulasso où un important lot d'oxygène médical a été offert. En effet, après le 28 Août 2015, date à laquelle l'OOAS a offert au CHU de Bobo-Dioulasso du matériel technique

d'une valeur de quatre-vingt-six (86) millions de francs CFA, elle renouvelle son engagement envers le centre en offrant un lot de soixante-dix (70) bouteilles d'oxygène médicale d'une valeur de plus de deux (02) millions de francs CFA. « Ce don vient reconforter l'hôpital en comblant l'insuffisance d'oxygène au sein du centre », dit le directeur général du CHUSS, Bakary Gustave Sanou.

Après le CHUSS, C'était au tour des centres de soins de santé primaire d'accueillir l'équipe de l'OOAS. Un important lot de matériel a également été offert. Selon le directeur général de l'OOAS, Xavier Crespin, l'OOAS essaie de voir quelles sont les actions qui entrent dans le cadre de la politique nationale en matière de santé et comment elle, en tant qu'organisation internationale, peut soutenir les efforts déjà louables fournis par le Bur-

kina Faso.

Le lot composé de kits d'accouchement, de kits de césarienne, de tensiomètres pour enfants et adultes et de stéthoscopes pour enfants et adultes, vont servir dans d'autres centres périphériques, pour améliorer la qualité des accouchements et des interventions sanitaires dans la région. Pour cela, les CMA de Dô et de Dafra et les CSPS de Colma 1 et Farakan sont les heureux bénéficiaires de ce lot de plus cinq (05) millions de francs CFA. Pour monsieur Crespin, il s'agit d'accompagner les efforts du gouvernement Bukinabé en matière de santé. Le Gouverneur de la région des Hauts-Bassins Antoine Atiou a salué l'initiative et encouragé l'ensemble des actions de solidarité à travers l'intégration régionale dont fait preuve l'OOAS.

A.B. Nicole OUEDRAOGO pour SCI



Le siège de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à Ouaga 2000

Communiqué: Déménagement de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique dans ses nouveaux locaux

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique a l'honneur d'informer le public Burkinabè et particulièrement ses partenaires et les usagers des services du Trésor Public qu'une partie des structures a déménagé sur le nouveau site, sis à Ouaga 2000.

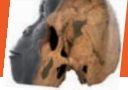
Les structures concernées par ce déménagement sont la Direction Générale (DG), l'Agence Judiciaire du Trésor (AJT), l'Inspection Générale du Trésor (IGT), la Direction de la Dette Publique (DDP), la Direction des Assurances (DA), la Direction des Affaires Monétaires et Financières (DAMOF), la Direction des Etudes et de la Législation Financière (DELFI), la Direction du Suivi et du Contrôle des Systèmes Financiers Décentralisés (DSC-SFD), la Direction de Suivi des Opérations Financières de l'Etat (DSOFE), la Cellule d'Appui Technique (CAT), le Service des Ressources Humaines (SRH), le Service Financier et du Matériel (SFM), le Service des Archives et de la Documentation (SAD), le Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRIP).

Seules les structures comptables que sont l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT), la Paierie Générale (PG), la Recette Générale (RG), la Trésorerie des Missions Diplomatiques et Consulaires (TMDC) et la Recette des Créances Diverses (RCD) restent fonctionnelles sur l'ancien site à Koulouba, 806, Avenue de l'Indépendance. Par conséquent les services de caisse sont toujours disponibles sur l'ancien pour les différentes opérations de paiements et d'encaissement.

Pour plus d'informations, bien vouloir appeler les contacts suivants : 25 32 49 41 / 51 / 89 / 91 / 32 ou encore au 25 66 20 17

Le Directeur Général sait compter sur la compréhension de tous pour les éventuels désagréments que ce déménagement viendrait à occasionner.

Le Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique
Abraham Naby OUATTARA
Chevalier de l'Ordre National



Communiqués



Travaux de chantier de l'échangeur du Nord.

Communiqué du Ministère des Infrastructures

Dans le cadre des travaux de construction de l'échangeur du Nord, le Ministère des Infrastructures informe l'ensemble des usagers de la route nationale (RN) no 2 (route de Ouahigouya), qu'à partir du 11 juillet 2016, une forte perturbation du trafic sera observée au croisement de la gare de Tampouy, avant l'intersection de la voie ferrée et de la RN2. Pour faciliter les déplacements, les usagers sont invités au respect des panneaux qui indiquent les voies de déviation réalisées côté Nord de la gare, conduisant au croisement de la voie ferrée-route de Kaya.

Le Ministre des Infrastructures s'excuse une fois de plus des éventuels désagréments causés par ces perturbations temporaires du trafic. Il appelle au respect scrupuleux des consignes de sécurité, toute chose qui contribuera à rendre fluide le trafic et à faciliter l'exécution des travaux

DCPM/MI

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Avis de recrutement

Poste: Consultant national spécialiste de l'analyse du cadre institutionnel de régulation du commerce intérieur

Lieu : Brazzaville

Date limite de candidature : 13-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)

Temps Restant : 2j 17h 5m

Type de contrat : Individual Contract

Niveau du poste : National Consultant

Langues requises : Français

Historique

La République du Congo est située en Afrique Centrale à cheval sur l'équateur. Il a une population estimée à 4,2 millions d'habitants, à majorité féminine (51,7%). Les jeunes de moins de 20 ans représentent 55% du total. Les principaux indicateurs démographiques montrent un taux de croissance démographique annuel de 2,9% pour des taux bruts de natalité et mortalité respectifs de 44 % et 12% et un indice synthétique de fécondité de 4,8. Doté d'importantes ressources minières et forestières (pétrole, gaz, bois, fer, potasse, terres arables, etc.) le Congo est classé pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les performances et perspectives macroéconomiques du Congo demeurent globalement favorables. En effet, depuis le début des années 2000, l'économie congolaise croît à un rythme annuel moyen de 5%. Elle demeure toutefois tributaire du secteur pétrolier qui représente 65% du PIB et 70% des recettes de l'Etat. La chute drastique des cours du pétrole fin 2014 et en 2015 a significativement impacté la politique économique et budgétaire. De plus, les performances enregistrées jusqu'ici sur le plan économique ne se sont pas traduites par des améliorations de la plupart des indicateurs de développement humain. L'incidence de la pauvreté demeure élevée (45,6%) avec un taux de pauvreté en milieu rural particulièrement élevé (75,6%). Le chômage demeure élevé notamment au niveau des jeunes (25% selon ESIS 2009; il atteint 42% si l'on ajoute des demandeurs découragés), la prédominance du secteur informel (78% des actifs occupés), l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

Bref, les agrégats macroéconomiques et les termes de l'échange connaissent une détérioration continue depuis déjà deux années consécutives suite à la chute continue des cours des matières premières d'extraction (pétrole et mines). Pour cela, des actions vigoureuses de gouvernance du secteur du commerce, particulièrement le sous-secteur du commerce intérieur sont nécessaires, afin d'obtenir l'amélioration de la part du commerce dans le PIB. C'est un véritable défi, au regard de la situation très préoccupante de l'environnement du commerce et des

affaires, comme il ressort du rang très bas qu'occupe le Congo dans le classement Doing Business de la Banque Mondiale. C'est pour faire face à ce défi que le Gouvernement, soutenu par le PNUD, a élaboré et validé en 2015 une stratégie nationale de développement du commerce intérieur alignée sur la politique nationale du commerce adoptée une année auparavant avec l'appui de l'Union Européenne.

La stratégie sous sectorielle du commerce intérieur a inscrit parmi les priorités l'assainissement de l'environnement du commerce intérieur caractérisé actuellement par plusieurs maux dont entre autres l'absence d'un système efficace de gestion des interfaces entre les différents intervenants dans le domaine. Cette absence de concertation doublée de l'imprécision des rôles, a conduit à un écartèlement des tâches fondamentales de la Direction générale du commerce intérieur entre plusieurs autres institutions gouvernementales. La conséquence étant l'incohérence des interventions, la dilution des responsabilités, les conflits de compétences, etc. De sorte qu'on assiste à une tendance de réduction du rôle de la DGCI, pour certains aspects, à une simple caisse d'enregistrement, anihilant ainsi l'impact de l'action de cette structure sur le développement du commerce.

Pour les mêmes raisons, on voit se développer la parafiscalité dans le secteur du commerce, résultant entre autres de l'abondance des textes pris séparément par différents ministères sans impliquer le ministère du commerce, avec pour corollaire l'existence de plusieurs centres de décisions qui tendent à régir le secteur du commerce intérieur (plusieurs administrations qui ne relèvent pas de l'administration du commerce interviennent dans le secteur, menant ainsi des actions disparates). Ceci a pour corollaire, la non maîtrise des prix, des taxes abusives, l'anarchie, la vie chère etc. et aussi le faible développement du commerce intérieur.

Face à cette situation, la réponse préconisée dans le document de stratégie de développement du commerce intérieur consiste à mettre en place un mécanisme de concertation de type plateforme des acteurs, assortie d'une charte des intervenants dans la régulation du commerce intérieur, destiné à harmoniser les activités des uns et des autres. A cet effet, le plan de travail annuel (PTA 2016) signé entre le ministère du commerce et le PNUD a été prévu de recruter un Consultant national spécialiste de l'analyse du cadre institutionnel de régulation du commerce intérieur, pour apporter son expertise au ministère du commerce, afin de l'aider à mettre en place une

Suite page 9.



Suite page 8.

plateforme de concertation de tous les acteurs institutionnels intervenant dans la régulation du commerce intérieur et à élaborer et adopter la charte des intervenants dans ce domaine. Les présents termes de référence décrivent les objectifs, le contenu et les modalités d'exécution de la mission du consultant.

Devoirs et responsabilités

Objectifs de la mission:

La mission confiée au consultant vise les objectifs suivants:

Objectif global: La mission du consultant vise à assainir le cadre d'intervention des acteurs de la gestion du commerce intérieur.

Objectifs spécifiques: pour y parvenir, la mission doit atteindre les objectifs spécifiques ci-après:

- Etablir une liste des acteurs publics qui interviennent dans la régulation et la promotion du commerce intérieur et de leurs champs d'action respectifs;
- Proposer des mesures pour la mise en place d'une plateforme de concertation des acteurs basées sur l'analyse des interfaces entre structures;
- Elaborer et proposer un document de création de la plateforme de concertation et la charte des intervenants dans la régulation et la promotion des activités touchant au commerce intérieur.

Objectif and contenu de la mission:

La mission du consultant national a pour objet de fournir un appui technique au Gouvernement du Congo, à travers le Ministère du commerce pour la création de la plateforme de concertation et la charte des intervenants dans la régulation et la promotion des activités touchant au commerce intérieur.

Plus spécifiquement le consultant national effectuera les tâches suivantes en deux phases ci-après :

Phase 1: Etablissement de la liste des acteurs intervenants dans la régulation du commerce intérieur en République du Congo et proposition des mesures de concertation :

Le consultant national va pour cela exécuter les tâches suivantes:

- Identification de tous les acteurs publics dont les activités consistent dans tel ou tel aspect de régulation ou de promotion qui touchent ou s'analyse comme la régulation du commerce intérieur: il s'agit ici d'identifier les acteurs dont les missions et/ou les actions ont une incidence sur le secteur du commerce intérieur, à l'instar des services de régulation de la vente des espèces de la faune et de la flore, les services de régulation des aspects des relations entre les services publics des télécommunication, de l'eau et de l'électricité et autres, avec les consommateurs, etc. Le consultant devra décrire la manière dont les missions et/ou les actions desdits intervenants influent

sur les missions dévoluent légalement au ministère du commerce, notamment sur les missions et les activités de la Direction générale du Commerce intérieur et de la Direction du Contrôle Commercial et de la Repression des Fraudes à la législation congolaise sur le commerce;

- Etablissement de la liste des acteurs : à l'issue de l'opération d'identification, le consultant dresse une liste des acteurs par domaines d'intervention, qu'il remet au ministère du commerce pour appréciation et approbation;

- Conception et proposition des mesures à prendre pour la mise en place d'une plateforme de concertation des acteurs: sur la base des analyses des interfaces entre structures, menée au titre du processus d'identification décrit ci-dessus, le consultant va concevoir et proposer des mesures relatives au mécanisme de concertation à mettre en place au Congo et aux aspects à inclure dans la charte des intervenants dans la régulation du commerce intérieur; il s'agit de mesures visant l'harmonisation des missions et des actions de l'ensemble des acteurs, en vue de garantir l'efficacité de la régulation et de l'administration du commerce intérieur; En d'autres termes, les mesures à proposer incluent l'adoption d'une charte des intervenants du secteur du commerce intérieur.

- Approbation des mesures proposées?: le consultant devra ensuite organiser des rencontres avec l'ensemble des acteurs concernés pour recueillir leurs avis sur les mesures ainsi envisagées.

Phase 2: Elaboration et validation des documents de création de la plateforme de concertation et de la charte des intervenants dans le secteur du commerce intérieur :

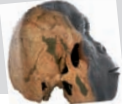
Sur la base des analyses et des propositions définies au terme de la phase 1, le consultant national va procéder aux tâches suivantes:

- Elaboration des documents de mise en place de la plateforme de concertation des acteurs: il s'agit d'élaborer et proposer d'une part un document de création de la plateforme, indiquant son objet, son organisation et son fonctionnement ainsi que le mode de financement de ses activités et d'autre part la charte des intervenants dans la régulation des activités de commerce intérieur au niveau des différents secteurs de la vie économique nationale ayant un impact sur l'administration du commerce intérieur;

- Validation des documents: le consultant soumettra les documents ainsi élaborés à la validation des Parties prenantes dans le cadre d'un atelier de validation que le ministère du commerce organisera en vue de leur approbation;

- Soumission des documents finaux: après l'atelier de validation, le consultant national produira la version finale des documents intégrant les commentaires et amendements recueillis au cours de l'atelier.

Suite page 11.



Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

O c i e r de l'Ordre National

Avis de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin

COMMUNIQUE N°2016-0024/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin, au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEP) ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Assistants de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme du BEPC ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieux de réception : École Nationale de Police, Stade du 4 Août et stade Dr Issoufou Joseph Conombo (ex stade municipal de Ouagadougou).

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en un test de niveau qui comprend :

une épreuve de rédaction notée sur 20, durée une (01) heure, coefficient 2 ;

une épreuve d'étude de texte notée sur 20, durée deux (02) heures, coefficient 3.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés, que seuls les cinq mille (5000) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'École Nationale de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité d'Assistants de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

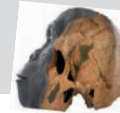
Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

O c i e r de l'Ordre National



Suite page 9.

Méthodologie:

Le Consultant proposera une méthodologie susceptible de garantir l'atteinte des objectifs de la mission en temps requis. Le consultant organisera son travail de manière à avoir une meilleure appréhension de la situation et des problèmes, en vue d'un traitement conséquent et d'une mise en œuvre partagée par tous les acteurs, des solutions envisagées. Il privilégiera l'approche participative et de la recherche-action.

Toute recommandation/option proposée par le consultant devra être présentée selon la méthode SWOT qui est pertinente pour fournir des éléments d'aide à la décision. En clair, le consultant devra à chaque fois présenter la force et la faiblesse de sa recommandation ou de son option ainsi que les opportunités et menaces en présence, afin de permettre au Gouvernement de décider en conséquence.

Modalité d'Exécution- Supervision:

Le consultant travaillera sous la supervision du Représentant Résident Adjoint du PNUD et sous la responsabilité de l'Unité Gouvernance, en collaboration étroite avec le Ministère du commerce et des approvisionnements, notamment à travers l'Unité de Gestion du PTA qui sera le principal interlocuteur du consultant, pour l'appui nécessaire, la facilitation des contacts avec les autres ministères et les représentants des organisations de la société civile et pour tous les besoins de la mission.

Résultats attendus

L'étude doit aboutir à la production de :

- La liste des acteurs publics qui interviennent dans la régulation et la promotion du commerce intérieur et de leurs champs d'action respectifs est établie;
- Des mesures pour la mise en place d'une plateforme de concertation des acteurs basées sur l'analyse des interfaces entre structures sont proposés;
- Un document de création de la plateforme de concertation des acteurs et la charte des intervenants dans la régulation et la promotion des activités touchant au commerce intérieur sont élaborés et proposés.

Organisation de la mission - Livrables:

Organisation de la mission:

En début de sa mission, le consultant tiendra des séances de travail avec le Ministère du Commerce et de la Consommation ensemble avec l'Unité de coordination du PTA, en vue de s'assurer de la pertinence des termes de référence du programme de travail qu'il fera confirmer. Dans la réalisation de sa mission, le consultant recueillera l'avis de tous les acteurs impliqués dans la régulation du commerce au niveau de tous les acteurs de la vie économique nationale.

Livrables: Le rythme de soumission des rapports doit être le suivant:

Etape 1: Démarrage de la mission

Rapport des entretiens avec les Parties prenantes, clarifications éventuelles des termes de référence, confirmation de la méthodologie et du plan de travail,

Durée : 1 semaine

Livrable 1: Rapport de démarrage

(R1 = T0 + 1 semaine);

Etape 2: Etablissement de la liste des acteurs intervenants dans la régulation du commerce intérieur en République du Congo et proposition des mesures de concertation

Rapport de l'activité d'identification des acteurs, d'analyse des interfaces entre acteurs et de proposition du cadre de concertation et du contenu de la charte des intervenants dans le commerce intérieur.

Durée : 3 semaines

Livrable 2: Liste des intervenants et proposition du cadre de concertation et de la charte.

(R2 = T0 + 4 semaines).

Etape 3: Elaboration et validation des documents:

Il s'agit des versions provisoires (i) du document de création de la plateforme de concertation et (ii) de la charte des intervenants dans la régulation du commerce intérieur intégrant les commentaires du ministère et du PNUD, prélude à leur soumission à l'atelier de validation.

Durée: 3 semaines

Livrable 3: Document de création de la plateforme de concertation + projet de charte des intervenants dans la régulation du commerce intérieur (versions provisoires destinés à l'atelier de validation)

(R3 = T0 + 7 semaines)

Etape 4 : Validation des documents

Atelier de validation + intégration des commentaires des participants dans les versions finales des documents+ Soumission du rapport de fin de mission.

Durée: 1 semaine

Livrable 4?: Document de politique nationale genre + Programme de promotion du leadership féminin (versions finales intégrant les commentaires des participants à l'atelier de validation) + Rapport de fin de mission.

(R4 = T0 + 8 semaines).

NB: Chaque document dans sa version finale doit être déposé en 4 exemplaires, dont un exemplaire en fichier numérique.

Responsabilités:

Suite page 12.



Jobs Campus

Suite page 11.

Le consultant international devra:

- Réaliser sa mission conformément aux normes techniques en vigueur et selon le respect des règles de qualité;
- Réaliser l'analyse de la politique nationale genre en appliquant la méthodologie présentée et acceptée par le PNUD et le ministère;
- Apporter un appui substantif à l'animation du forum national sur le leadership féminin en politique et dans la vie publique et amener les participants à dégager des orientations claires sur les mesures à prendre en vue de l'effectivité de la parité;
- Mettre toute son expertise dans l'élaboration de la nouvelle politique nationale genre et du programme de promotion du leadership féminin en politique et dans la vie publique;
- Intégrer les commentaires pertinents des participants au forum, puis à l'atelier de validation des documents, en vue de produire des versions finales de qualité du document de nouvelle politique nationale genre et du programme de promotion du leadership féminin en politique et dans la vie publique;
- Se conformera aux instructions qui lui sont données par le PNUD et le ministère concernant le programme de la mission, le montant des sommes allouées ainsi que les priorités dans l'exécution de l'étude.

Compétences

- Grande familiarité avec l'utilisation des textes législatifs et réglementaires de régulation des secteurs économiques;
- Très bonnes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction;
- Aptitude à travailler en équipe et
- Excellentes capacités de communication.

Qualifications et expériences requises

Education:

- Au moins un diplômé de 3^e cycle universitaire (DEA ou master II) en commerce, droit, économie, gestion, administration générale, ou diplôme équivalent.

Expérience:

- Minimum 8 ans d'expérience professionnelle;
- Au moins une référence dans le domaine du commerce;
- Au moins une référence dans l'analyse des cadres institutionnels ou d'élaboration des stratégies sectorielles;

- Expérience dans l'utilisation des ordinateurs et des logiciels de bureau (MS Word, Excel, etc.)
- Expérience dans la manipulation de l'internet et des messageries;
- Bonne connaissance du système des nations unies ou forte expérience dans ou avec une ou des institutions de développement.

Langue:

- Une excellente maîtrise de la langue française est exigée;
- Connaissance de l'anglais est un atout.

Application:

Les Termes de référence de la mission sont disponibles au bureau du PNUD ou sur les sites <http://procurement-notices.undp.org> et <http://jobs.undp.org>.

Les propositions doivent être envoyées par courriel à l'adresse ic.soumission.cg@undp.org ou déposées au Bureau du PNUD à Brazzaville, sis Angle Avenue Foch/ Rue Behagle, au plus tard le 13 juillet 2016. Toute demande de clarification devra se faire par écrit. L'unité chargée des Achats répondra par écrit et des copies de cette réponse seront envoyées à tous les candidats en intégrant les explications faisant suite à la demande de clarification demandée, sans que la source ne soit précisée. Les consultants individuels intéressés doivent soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications:

Proposition Technique:

- une lettre de motivation expliquant pourquoi il est le meilleur candidat pour la mission;
- une note méthodologique comprenant le chronogramme des activités pour obtenir les livrables tels que formulé dans les termes de référence de la mission;
- CV incluant l'expérience acquise dans des projets similaires complété par un formulaire / P11 dûment rempli;
- Au moins 3 références (adresses email et numéros de téléphones fonctionnels).

Proposition Financière.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Jobs Campus

Avis de recrutement

Poste: Le recrutement de deux consultants internationaux pour l'étude sur la participation des femmes dans les gouvernements locaux en Afrique.

Lieu : Addis Ababa, ETHIOPIE

Date limite de candidature : 18-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)

Type de contrat : contrat individuel

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement :
(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer)
31-Jul-2016

Durée du contrat initial 36 jours working

Durée prévue de la mission : 36 jours ouvrables

Historique

La Commission de l'Union africaine (CUA), avec l'appui technique du Centre de services Programme de développement régional des Nations Unies pour l'Afrique (PNUD-RSCA) par l'intermédiaire du Bureau du Président, met en œuvre le projet de construction d'un environnement favorable pour l'autonomisation économique des femmes et la participation politique en Afrique, ci-après dénommé projet. Le projet vise à opérationnaliser UA Valeurs partagées Instruments sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, tels que la Charte africaine des droits et des droits des peuples, le Protocole relatif aux droits des femmes (Protocole de Maputo), la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les sexes, et la Décennie de la femme africaine 2010-2020. En outre, le projet est conforme à l'ordre du jour des Nations Unies 2030, l'ordre du jour de l'UA 2063, l'UA STC n° 8 mandat sur la gouvernance locale, la Charte de l'UA sur les valeurs et les principes de la décentralisation, la gouvernance locale et le développement local, les instruments institutionnels du PNUD, y compris l'égalité des sexes Stratégie pour l'égalité 2014-2017, ainsi que les accords des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration de Beijing et du Programme d'action, et les objectifs de développement durable. La plupart des pays africains sont parties à ces engagements.

Devoirs et responsabilités

Ceci est une mission de courte durée pour entreprendre une étude de bureau et cinq études de cas de pays. Le projet nécessite deux consultants, un expert en matière de gouvernance locale et un dans le genre et l'égalité des sexes, qui collaboreront en équipe pour compléter les livrables requis. Les consultants effectueront des recherches documentaires pour le fond et le contexte, suivi par

des études de cas détaillées dans cinq pays d'Afrique. Le rapport de la recherche documentaire et l'étude sur le terrain sera ensuite présenté pour validation à une réunion d'experts. Il est donc prévu que les consultants tireront de la littérature et de l'information ainsi que l'étude sur le terrain existant dans les pays sélectionnés. La sélection des pays sera guidé par le PNUD et l'UA représentation géographique de chacune des cinq sous-régions. Les consultants devraient:

- Élaborer des critères de sélection des exemples de cas pour démontrer les principales initiatives et résultats des interventions par le choix des pays en Afrique, visant à promouvoir la participation des femmes dans la gouvernance locale et le développement local. Les critères proposés feront partie du rapport initial soumis au PNUD.

Compétences

Compétences fonctionnelles:

- compétences publiques Excellentes parlants et de présentation;
- Possibilité de définir une argumentation cohérente dans les présentations et les interactions de groupe;
- Capacité à communiquer couramment avec les différentes parties prenantes (société civile, les autorités gouvernementales, les communautés locales, le personnel du projet).

Les compétences de base:

- Preuve d'intégrité en modélisant les valeurs de l'ONU et des normes éthiques;
- Favorise la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD;
- Affiche culturelle, le sexe, la religion, la race, la nationalité, et la sensibilité à l'âge et la capacité d'adaptation;
- Traite tous les gens assez sans favoritisme;
- Remplit toutes les obligations de la sensibilité de genre avec une tolérance zéro pour le harcèlement sexuel.

Qualifications et expériences requises

Éducation:

- Diplôme d'études supérieures en administration publique, les politiques publiques, les études de développement, droit, sciences politiques, études de genre ou domaine connexe. Un doctorat dans le domaine concerné est préférable.

De l'expérience:

Suite page 14.

Jobs Campus

Suite page 13.

- Pour le Gender Studies Expert Consultant: Minimum 7 ans d'expérience directement pertinente dans le domaine de l'égalité. L'expérience dans la promotion de l'égalité des sexes dans la gouvernance et la gouvernance locale particulièrement préférée;
- Pour la section locale Consultant Expert Gouvernance: Minimum 7 ans d'expérience directement pertinente dans le domaine de la gouvernance locale en Afrique. L'expérience dans la promotion de l'égalité des sexes et l'accès inclusif dans le gouvernement local préféré;
- Expérience de travail avec le PNUD et la familiarité avec son mandat et le travail dans le genre, la gouvernance locale et le développement local. expérience similaire avec d'autres agences de l'ONU et des organisations internationales de développement est un fort avantage;
- Expérience dans la formulation des stratégies et politiques de développement;
- Pour les deux consultants: Expérience en post-conflit / contextes de transition sera un atout supplémentaire. L'expérience et les antécédents des travaux de recherche et de l'examen et de compiler des rapports techniques avec le gouvernement et les institutions internationales requises.

Langue et d' autres compétences :

- Excellente écriture, l'édition et les compétences en communication orale en anglais est essentiel;
- La connaissance du français sera un atout supplémentaire;
- Possibilité de définir une argumentation cohérente dans les présentations et les interactions de groupe;
- Capacité à communiquer couramment avec les différentes parties prenantes (société civile, les autorités gouvernementales, les communautés locales, le personnel du projet);
- Compétences informatiques: commande complète des applications Microsoft (Word, Excel,)

Éducation:

- Diplôme d'études supérieures en administration publique, les politiques publiques, les études de développement, droit, sciences politiques, études de genre ou domaine connexe. Un doctorat dans le domaine concerné est préférable.

De l'expérience:

- Pour le Gender Studies Expert Consultant: Minimum 7 ans d'expérience directement pertinente dans le domaine de l'égalité. L'expérience dans la promotion de l'égalité des sexes dans la gouvernance et la gouvernance locale particulièrement préférée;
- Pour la section locale Consultant Expert Gouvernance: Minimum 7 ans d'expérience directement pertinente dans le domaine de la gouvernance locale en Afrique. L'expérience dans la promotion de l'égalité des sexes et l'accès inclusif dans le gouvernement local pré-

féfé;

- Expérience de travail avec le PNUD et la familiarité avec son mandat et le travail dans le genre, la gouvernance locale et le développement local. expérience similaire avec d'autres agences de l'ONU et des organisations internationales de développement est un fort avantage;
- Expérience dans la formulation des stratégies et politiques de développement;
- Pour les deux consultants: Expérience en post-conflit / contextes de transition sera un atout supplémentaire. L'expérience et les antécédents des travaux de recherche et de l'examen et de compiler des rapports techniques avec le gouvernement et les institutions internationales requises.

Langue et d' autres compétences :

- Excellente écriture, l'édition et les compétences en communication orale en anglais est essentiel;
- La connaissance du français sera un atout supplémentaire;
- Possibilité de définir une argumentation cohérente dans les présentations et les interactions de groupe;
- Capacité à communiquer couramment avec les différentes parties prenantes (société civile, les autorités gouvernementales, les communautés locales, le personnel du projet);
- Compétences informatiques: commande complète des applications Microsoft (Word, Excel, PowerPoint) et des applications Internet communes nécessaires;

Application Instruction:

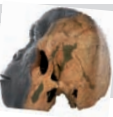
Télécharger la fois TOR et IC formulaire à partir du lien suivant Proposition de soumission: http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=31036; Suivre strictement les instructions indiquées dans le formulaire de soumission IC téléchargé ci-après; et Groupe de personnes et / ou les entreprises ne sont pas admissibles à cette mission de conseil (ouvert uniquement pour le consultant individuel)

Documents requis:

Les propositions suivantes doivent être préparés selon les IC Proposition Instructions de soumission. Les propositions doivent être soumises au plus avant la date limite d'application 18 Juillet, 2016 par l'intermédiaire du PNUD Ethiopie adresse e-mail sécurisé: procurement.et@undp.org

- Proposition technique en pdf sous le nom de fichier: RSC-IC-2016-024 - TP - [insérer votre nom];
- Proposition financière en format pdf sous le nom de fichier: RSC-IC-2016-024 - FP - [insérer votre nom];
- S'il vous plaît noter que ces propositions seront soumises à l'e-mail sécurisé désigné en deux fichiers, mais dans un e-mail, sauf si les deux fichiers sont supérieurs à la taille du fichier 9MB.

Suite page 16.



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélvendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Jobs Campus

Suite page 14.

Important Note:

- Le candidat uniquement par téléchargement CV à ce site d'emploi ne sera pas considérée. Au lieu de cela, les deux propositions techniques et financières doivent être soumises au courrier électronique sécurisé PNUD:procurement.et@undp.org.
 - Ces consultants en perspective qui ne parviennent pas à soumettre les deux propositions techniques et financières selon le format standard et à l'e-mail sécurisé désigné ne seront pas davantage pris en compte pour l'évaluation.
 - S'il vous plaît regrouper tous vos documents dans le document PDF unique que le système ne permet de télécharger un maximum d'un document.
- En soumettant vos propositions à procurement.et@undp.org.

org~~V être sûr que votre ligne de sujet du courriel est RSC-IC-2016-024 afin de laisser notre bureau localiser facilement vos propositions respectives de courrier électronique sécurisé et être pris en compte dans les évaluations ultérieures.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Avis de recrutement

Poste: Mission d'animateur.trice du réseau Île-de-France (poste basé à Paris et Montreuil)

Description

Etudiants & Développement (E&D)

Etudiants et Développement accompagne et valorise les initiatives de jeunes dans la solidarité internationale et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Cet accompagnement et ce suivi se manifestent notamment par l'organisation de temps de rencontres et d'échange de pratiques entre les associations, autant de cadres de réflexion pour tous les jeunes du réseau. Ces événements sont pensés en complémentarité avec les autres structures d'accompagnement de projets jeunes.

La mission

Votre mission consiste principalement à créer du lien entre les associations jeunes engagées pour la solidarité internationale. Pour cela, une meilleure connaissance des initiatives jeunes est nécessaire afin de répondre au mieux aux envies et besoins des associations. Ceci doit ainsi mener l'animateur/trice de réseau à aller à la rencontre des associations, suivre de près leurs initiatives ainsi qu'organiser et animer des rencontres associatives pour les jeunes du réseau, au niveau régional mais également au niveau national.

La mission proposée s'inscrit dans une dynamique initiée par les précédents volontaires, avec comme objectif de participer à une meilleure connaissance du réseau afin d'en renforcer son identité et son ancrage dans des dynamiques régionales et départementales.

Le travail avec l'ensemble des structures locales est primordial et permet d'assurer un rôle de représentation du réseau sur la région.

Ville Paris et Montreuil

Qualité du candidat

Être motivé(e), curieux(se) et dynamique

Porter un intérêt à la vie associative, l'éducation populaire et la solidarité internationale

Etre à l'aise avec un public de jeunes adultes (20-35 ans)

Avoir du temps : 28 heures/semaines

Avoir entre 18 et 25 ans au moment de la signature du contrat

Fonctions: Animation, Formation

Activités: Animation, Formation, Education

Localisation(s) géographique(s) Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

8 mois

Salaire / Indemnité. Une indemnité mensuelle de 573€/mois est versée au volontaire et 100% de la carte de transport « Navigo » ou équivalent est pris en charge. Le volontaire a le droit d'exercer d'autres activités rémunérées pendant son volontariat.

Documents à envoyer

Envoyez un CV à l'adresse ci-dessous et remplissez le formulaire de candidature, au plus tard le 12 septembre 2016 à minuit.

Entretiens de motivation : de fin août à mi-septembre 2016.

Début de la mission : entre le 28 septembre et le 4 octobre 2016.

Nom de la personne contact

Lucile COSSE, Chargée de l'animation régionale et de la vie associative

Email de la personne contact: lcosse@etudiantsetdeveloppement.org

Postuler en ligne https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdOp5jG-yNYL1NYBM1YUHQTStxasu6e-R1uZZ9NPIw_bf7trXA/viewform?usp=send_form

Date de fin de validité 12/09/2016



Jobs Campus



Avis de recrutement

**Poste: CONSEILLER TECHNIQUE SPECIALISE
ÉDUCATION LE CAIRE (EGYPTE)**

Description

Présentation générale:

**Titre du poste: Conseiller technique enseignement
spécialisé**

Lieu: Le Caire (Egypte)

Rapport: Coordinateur Pays

Contexte général :

Asmae est une solidarité internationale ONG française spécialisée dans le développement de l'enfant. Indépendante, non religieuse et non politique, il est ouvert à tout le monde.

Créé en 1980 par Sœur Emmanuelle après son expérience avec des charognards dans les bidonvilles de l'Égypte, Asmae continue à respecter les valeurs et les méthodes de son fondateur: écoute et de proximité, le pragmatisme, le respect des différences, le professionnalisme et la réciprocité.

L'action de Asmae a pour but de soutenir les enfants vulnérables et leurs familles en fournissant des faits sur mesure et à long soutien durable aux acteurs locaux de travail sur l'éducation et la protection des enfants.

Sa vision, «Un monde juste qui garantit que les enfants puissent vivre et grandir avec dignité dans leur environnement, à devenir des femmes et des hommes qui contribuent à la société libre», se décompose en quatre missions:

Stimuler le développement de l'enfant par une approche globale. Pour ce faire, Asmae travaille également sur le soutien familial en prenant leur environnement en compte;

Renforcer les capacités des acteurs locaux impliqués dans le développement des enfants, de renforcer la coopération entre eux et de maximiser leur impact social;

Levez-vous pour les enfants, par la sensibilisation et le plaidoyer;

Expérience, diffuser et partager les pratiques.

Aujourd'hui Asmae soutient des projets d'éducation et de protection par le biais de 64 organisations locales au Burkina-Faso, Égypte, France, Inde, Liban, Madagascar, Mali et Philippines. En outre, en France, Asmae gère aussi directement un centre de soins maternels et infantiles.

Asmae en Égypte fond:

Asmae est enregistré sous le ministère de la Solidarité depuis mai 2015. Asmae développe deux programmes prioritaires en matière de prévention de l'abandon et de soutien scolaire pour les enfants ayant des besoins spéciaux et programme d'une transversale sur la prévention et le soutien aux enfants en danger. Asmae appuie actuel-

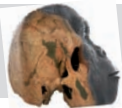
lement huit associations égyptiennes travaillant dans les zones informelles du Grand Caire, à Alexandrie et Arment (Luxor gouvernorat). équipe Asmae Égypte »est basée au Caire avec quatre personnes (deux traducteurs / interprètes, un assistant de coordination et d'un coordonnateur). Asmae a une intervention en Haute-Égypte avec le soutien à une association locale. Cependant, la Haute-Égypte est la zone la plus vulnérable de l'Égypte et des besoins dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfant sont importants. Notre intervention actuelle ne nous permet pas de développer une analyse approfondie de la situation des enfants en Haute-Égypte. Asmae prévoit d'étendre son intervention à la Haute-Égypte au cours de la période de 2016/2018 à partir d'une étude sur le terrain qui devrait ressortir les besoins des enfants et des opportunités vulnérables pour Asmae à travailler dans les domaines de l'éducation et de la protection des enfants. Au cours de l'année 2017, des consultants externes en partenariat avec Asmae effectuera l'étude sur le terrain de study.The sur le terrain se concentrera sur les besoins des enfants ayant des besoins spéciaux (avec handicap) et permettra de lancer un nouveau partenariat en Haute-Égypte avec une association égyptienne opérant dans ce domaine.

Dans le cadre du programme «Soutien aux enfants ayant des besoins spéciaux», Asmae soutient trois associations égyptiennes dont Basmat Association Amal, financé en 2000 par six familles d'enfants poly-handicapés. Leur objectif était de promouvoir l'accès à adapter et à des centres de services de qualité pour les enfants ayant des besoins particuliers (handicaps). Asmae soutient Basmat Amal depuis 2009. Asmae fournit un soutien technique et financier aux trois centres de réadaptation des enfants ayant des besoins spéciaux.

Basmat Amal travaille dans quatre domaines d'intervention:

Soutien aux enfants handicapés, dans les centres de jour, où ils fournissent des sessions individuelles et collectives de psychomotricité, orthophonie et l'apprentissage scolaire. Les enfants sont référés par le ministère égyptien de la Solidarité ou ils ont identifié dans les jardins d'enfants de zéro à des partenaires jusqu'à l'âge de 18 ans. Les enfants des besoins identifiés sont l'autisme, la paralysie cérébrale, le handicap poly, des difficultés d'apprentissage, etc. Le plan de réhabilitation individuelle est basée sur la stratégie de réhabilitation promue par le gouvernement égyptien. Avec son intervention, Basmat Amal vise l'intégration et la réhabilitation de l'enfant ayant des besoins spéciaux.

Suite page 18.



Suite page 17.

Les enfants ayant des besoins spéciaux qui peuvent être inscrits dans les écoles suivent un programme à temps partiel: trois jours au centre et deux jours à l'école. Les écoles inclusives accueillent les enfants ayant des besoins spéciaux. En ce qui concerne un protocole avec le Ministère de l'éducation, les trains Basmat Amal enseigne des écoles inclusives, dote les salles de classe des ressources et le suivi des enseignants formés. Cependant, certains handicaps / besoins ne permettent pas que les enfants entrent à l'école inclusive. Basmat Amal veut développer l'éducation spécialisée pour ces enfants.

Basmat Amal soutient les parents d'enfants ayant des besoins particuliers dans le suivi de leurs enfants et de travailler pour une meilleure intégration des enfants dans leurs familles. En outre, Basmat Amal met en œuvre des activités de sensibilisation pour informer les communautés des enfants ayant des besoins spéciaux.

Enfin, Basmat Amal coopère avec les autorités égyptiennes (ministères de l'éducation, de la Solidarité ad Santé) afin de promouvoir l'accès effectif aux droits pour les enfants ayant des besoins particuliers (assurance sociale, l'éducation, etc.).

mission:

Pour contribuer à la conception et à la mise en œuvre du programme «soutien aux enfants ayant des besoins spéciaux» de Asmae en Egypte.

Objectifs :

3.1 Pour appuyer l'équipe opérationnelle de Basmat Amal pour définir, construire, mettre en œuvre et d'évaluer / surveiller le programme de réadaptation des enfants ayant des besoins spéciaux:

Pour renforcer les connaissances des membres de Basmat Amal en handicap (définition, stratégies, politiques, etc.),

Pour soutenir le partenaire pour améliorer le programme individuel de réadaptation,

Pour effectuer un diagnostic des capacités de Basmat Amal pour aider les enfants ayant des besoins particuliers, en mettant l'accent sur l'éducation spécialisée,

Pour concevoir, avec le partenaire, des modules de formation sur des sujets identifiés dans le diagnostic opérationnel, en mettant l'accent sur l'éducation spécialisée,

Pour former l'équipe de Basmat Amal sur les sujets identifiés,

Pour soutenir l'équipe technique pour mettre en œuvre des formations de l'éducation spécialisée,

Pour fournir Basmat Amal avec du matériel de formation.

3.2 Contribuer à l'élaboration d'outils, de matériel et à la stratégie d'intervention dans le domaine de l'éducation spécialisée:

Basé sur le diagnostic Basmat Amal, à identifier et à des

outils de conception et de matériel pédagogique pour les activités d'éducation spécialisée,

Pour travailler avec l'équipe Basmat Amal dans les outils et le matériel d'éducation spécialisée mise en œuvre,

Pour contribuer à la conception de la stratégie pour l'éducation spécialisée (écoles publiques, des salles spécialisées, etc.) avec le coordinateur Basmat Amal et Asmae Pays.

3.3 Pour participer à la conception et à la mise en œuvre du programme «soutien aux enfants ayant des besoins spéciaux» de Asmae:

Préparer et animer des ateliers pour les échanges d'expériences entre les partenaires de Asmae,

Pour participer à un réseau national sur l'éducation et la protection,

Pour le développement du Conseiller technique pour enfants sur des sujets communs (tels que le développement de l'enfant, la psychologie de l'enfant, des difficultés d'apprentissage, etc.),

Pour contribuer à l'étude sur le terrain dans la Haute-Egypte (participation aux termes de référence la conception, la participation à des visites sur le terrain aux associations identifiées, la participation à des activités d'observation à des associations sélectionnées, la participation pour soutenir le plan de conception).

Pour participer aux activités de bureau et de l'équipe, Ville Le Caire

Qualité du candidat

Profil

Éducation:

Diplôme (s) dans l'éducation spécialisée.

Expériences professionnelles:

Cinq ans d'expérience dans le domaine de l'éducation spécialisée,

Expérience dans des institutions spécialisées et / ou des écoles spécialisées,

Expérience dans la formation des adultes.

Compétences professionnelles:

Maîtrise de l'anglais et / ou français (écrit, lu et parlé),

Courant en arabe est un plus

Utilisé avec Pack Office,

Qualités personnelles

Autonomie,

Capacités d'observation et d'analyse,

Capable d'adapter dans divers contextes culturels et professionnels,

Capable de travailler avec des outils limités dans les petits espaces,

Patience, diplomatie et sens de l'écoute,

Aptitude à établir la confiance avec les différents partenaires,

Dynamisme et initiative,

Suite page 19.



Jobs Campus

Suite page 18.

Fonctions Animation, Formation, Autre, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education

Localisation(s) géographique(s) Moyen Orient, Egypte

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

5- Informations pratiques

Durée de la mission: 24 mois (renouvelable)

Date de début: Septembre 2016

Allocation: 1101euros + 342 euros

Contrat: le statut des bénévoles de solidarité internationale.

Conditions

Le poste est basé au Caire.

Le poste exige des déplacements fréquents à l'intérieur du Grand Caire et la Haute-Egypte.

Les langues de bureau sont le français, l'anglais et l'arabe. Pour l'arabe non-employé parler, un traducteur / interprète est fourni.

Selon le plan de sécurité de Asmae, des restrictions peuvent être mises en œuvre pour le personnel international.

Salaire / Indemnité

Allocation: 1101euros + 342 euros

Documents à envoyer

Comment appliquer? :

Les candidats doivent envoyer un curriculum vitae détaillé ainsi une lettre de motivation en anglais ou en français à l'adresse électronique suivante: egypte@asmae.fr avec la référence suivante: AS - TA Education - Egypte-2016, au plus tard le 31 Août, 2016.

Nom de la personne contact

Franck GUIHO

Email de la personne contact recrutement@asmae.fr

Postuler en ligne <http://www.asmae.fr/?q=Nous-rejoindre/se-porter-candidat/etranger/volontariat-de-solidarite-internationale/offre/1643>

Date de fin de validité 31/08/2016

Avis de recrutement

Poste: SCV Appui à l'animation en Education à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale

Description

Contexte

Association d'éducation populaire, KuriOz sensibilise, éduque et forme à la solidarité internationale, la paix et le développement durable, en s'appuyant sur une pédagogie immersive et participative.

Objectifs

Permettre un accès au savoir et à la compréhension, en interrogeant les représentations et les préjugés ;

Sensibiliser l'opinion publique en éveillant la curiosité et l'esprit critique sur la situation économique, sociale, humaine et environnementale des pays du monde, en particulier des pays en développement ;

Développer un discours positif accessible à tous, valorisant les initiatives existantes ;

Contribuer à des changements de regard et de comportement.

KuriOz favorise ainsi l'ouverture au monde et encourage l'engagement citoyen et solidaire pour une société ouverte à la diversité, plus égalitaire et respectueuse de la planète. KuriOz s'inscrit dans le cadre de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale comme défini dans la charte d'Educasol.

Moyens mis en œuvre

l'animation de projets pédagogiques, d'ateliers éducatifs

ou de formations, en particulier en milieu scolaire et associatif ;

la création et l'animation d'installations itinérantes et immersives comme « Voyage au cœur d'un bidonville » ou « La bicoque éthique...et toc » ;

la coordination et l'animation sur le territoire local ou régional d'événements nationaux comme la campagne Ali-menTerre ou la Semaine de la solidarité internationale ; la diffusion des supports pédagogiques d'une dizaine de partenaires nationaux avec le site internet « Comprendre pour Agir » ;

la création, en cours, d'un espace permanent de sensibilisation au sein du Futuroscope.

Mission

Animer l'action de sensibilisation de KuriOz en EAD-SI, avec la réalisation de séances d'animation scolaires et grand public.

- Animation d'actions de sensibilisation en milieu scolaire ;

- Animation de séances de sensibilisation en direction du grand public ;

- Appuyer les chargés d'action éducative dans le suivi d'impact et les évaluations de séance.

Participer à la vie associative et aux temps forts de KuriOz :

- Montage et démontage des installations immersives et itinérantes ;

Suite page 20.



Nouvelles des Campus

Suite page 19.

- Appui à la communication externe et représentation de l'action éducative dans les réseaux associatifs, les partenariats éducatifs et institutionnels ;
- Tenue de stands lors de manifestations ;
- Participation à des journées d'échanges et de formation.
- Participation aux réunions d'équipe et à l'Assemblée générale.

Les Volontaires seront formés par KuriOz aux techniques et outils d'animation spécifiques à l'ECSI.

Ville Poitiers

Expérience

Diplôme Bac + 4 ou + 5 souhaité (Master I, Master II, Ingénieur...) : en sciences de l'éducation, sciences humaines et sociales ou Master en lien avec les thèmes de l'association ;

Un diplôme de l'animation (BAFA, BAFD) serait un plus ;

Un bon niveau de culture générale et de réflexion sur

les enjeux liés à la solidarité internationale, la paix et au développement durable est essentiel pour ce poste.

Fonctions Animation, Formation

Activités Animation, Formation, Education

Localisation(s) géographique(s) Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

Mission de 6 ou 8 mois.

Salaire / Indemnité

Règles en vigueur pour les SCV

Documents à envoyer

Postuler en ligne sur le site du service civique.

Nom de la personne contact

Mathieu Chaveneau

Email de la personne contact recrutement@kurioz.org

Postuler en ligne <http://www.service-civique.gouv.fr/missions/appui-a-l-animation-en-education-a-la-citoyennete-et-la-solidarite-internationale>

Date de fin de validité 30/09/2016



Collaborons pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

Une Force Humaine !